

**Soixante-treizième session**

Point 74 a) de l'ordre du jour

**Résolution adoptée par l'Assemblée générale
le 17 décembre 2018***[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/73/589/Add.1)]***73/162. Organes conventionnels des droits de l'homme***L'Assemblée générale,*

Rappelant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹, la Convention relative aux droits des personnes handicapées², la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées³, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille⁴, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁵, la Convention relative aux droits de l'enfant⁶, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁷, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁷, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁸ et le Protocole facultatif s'y rapportant⁹,

Rappelant également la résolution 1985/17 du Conseil économique et social en date du 28 mai 1985,

Rappelant en outre sa résolution 68/268 du 9 avril 2014 sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 71/185 du 19 décembre 2016 sur les organes conventionnels des droits de l'homme,

¹ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2515, n° 44910.

³ Ibid., vol. 2716, n° 48088.

⁴ Ibid., vol. 2220, n° 39481.

⁵ Ibid., vol. 1249, n° 20378.

⁶ Ibid., vol. 1577, n° 27531.

⁷ Ibid., vol. 660, n° 9464.

⁸ Ibid., vol. 1465, n° 24841.

⁹ Ibid., vol. 2375, n° 24841.



Réaffirmant qu'il est essentiel que les États parties appliquent effectivement et intégralement les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme afin d'appuyer les efforts faits par l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir le respect universel et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et qu'il est nécessaire, pour ce faire, d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme,

Consciente du rôle primordial, précieux et unique joué par chacun des organes conventionnels des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et de la contribution qu'ils apportent tous à cette entreprise, notamment en examinant les progrès accomplis par les États parties aux traités relatifs aux droits de l'homme dans l'exécution de leurs obligations en la matière et en formulant des recommandations à l'intention de ces États sur l'application desdits traités,

Insistant sur l'importance que revêt le multilinguisme dans les activités de l'Organisation, notamment celles qui touchent à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et réaffirmant l'importance primordiale que revêt la parité des six langues officielles de l'Organisation pour le bon fonctionnement des organes conventionnels des droits de l'homme,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la situation du système des organes conventionnels des droits de l'homme¹⁰ ;

2. *Prend note avec satisfaction* des rapports annuels que les organes conventionnels des droits de l'homme lui ont présentés à ses soixante-douzième¹¹ et soixante-treizième¹² sessions et ont présenté au Conseil économique et social à ses sessions de 2017¹³ et 2018¹⁴ ;

3. *Invite* les présidences des organes conventionnels des droits de l'homme à prendre la parole et à dialoguer avec elle à ses soixante-quatorzième et soixante-quinzième sessions, au titre de la question relative aux travaux des organes conventionnels ;

4. *Encourage* toutes les parties prenantes à poursuivre leurs efforts en vue de mettre intégralement en œuvre sa résolution 68/268 ;

5. *Réaffirme* les paragraphes 26 à 28 de sa résolution 68/268, dans lesquels elle a défini les modalités régissant l'attribution de temps de réunion aux organes conventionnels et prié le Secrétaire général d'allouer les ressources financières et humaines correspondantes, décidé que le temps de réunion alloué serait revu tous les deux ans et modifié en conséquence à la demande du Secrétaire général, conformément aux procédures budgétaires établies, et prié le Secrétaire général de tenir compte, dans son prochain projet de budget-programme, du temps de réunion nécessaire aux organes conventionnels des droits de l'homme ;

6. *Rappelle* le paragraphe 22 de sa résolution 68/268, dans lequel elle a décidé en principe, pour améliorer l'accessibilité et la visibilité des organes

¹⁰ A/73/309.

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 18 (A/72/18) ; *ibid.*, Supplément n° 38 (A/72/38) ; *ibid.*, Supplément n° 40 (A/72/40) ; *ibid.*, Supplément n° 44 (A/72/44) ; *ibid.*, Supplément n° 48 (A/72/48) ; *ibid.*, Supplément n° 55 (A/72/55) ; et *ibid.*, Supplément n° 56 (A/72/56) ; voir également A/72/168.

¹² Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 18 (A/73/18) ; *ibid.*, Supplément n° 38 (A/73/38) ; *ibid.*, Supplément n° 41 (A/73/41) ; *ibid.*, Supplément n° 44 (A/73/44) ; *ibid.*, Supplément n° 48 (A/73/48) ; et *ibid.*, Supplément n° 56 (A/73/56).

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, 2017, Supplément n° 2 (E/2017/22).

¹⁴ *Ibid.*, 2018, Supplément n° 2 (E/2018/22).

conventionnels des droits de l'homme, de diffuser aussitôt que possible sur le Web les réunions publiques des organes conventionnels, et décide à cet égard d'assurer à partir de 2020, dans toutes les langues officielles employées dans les comités respectifs, la diffusion en direct sur le Web des réunions correspondantes des organes conventionnels, en faisant en sorte que les archives vidéo de ces réunions soient disponibles, accessibles, consultables et protégées, y compris des cyberattaques ;

7. *Se félicite* que des débats aient été organisés sur des questions concernant l'application de chacun des instruments relatifs aux droits de l'homme lors des réunions de leurs États parties respectifs et prie le Secrétaire général de continuer à encourager cette pratique ;

8. *Se félicite* de la possibilité qui est offerte de nouer un dialogue avec les présidences des organes conventionnels lors de leurs réunions annuelles et prie le Secrétaire général de continuer à favoriser un tel dialogue ;

9. *Se félicite également* des services consultatifs, des moyens d'action et de l'assistance technique que le Secrétaire général fournit aux États parties pour les aider à mieux s'acquitter de leurs obligations conventionnelles, et prie le Secrétaire général de poursuivre cette démarche ;

10. *Demande de nouveau* au Secrétaire général de lui présenter, en application du paragraphe 40 de sa résolution [68/268](#), un rapport d'ensemble sur la situation du système des organes conventionnels des droits de l'homme, et, compte tenu de la décision qu'elle a prise au paragraphe 41 de ladite résolution d'examiner cette question au plus tard en 2020, le prie de lui présenter ce rapport en janvier 2020, avant l'examen du système des organes conventionnels des droits de l'homme.

*55^e séance plénière
17 décembre 2018*